



Information and Privacy
Commissioner/Ontario
Commissaire à l'information
et à la protection de la vie privée/Ontario

CA 20 N
IP
- N26

News Release

TORONTO, July 6, 1990 - The Information and Privacy Commissioner/Ontario today issued the **Update on 1989 Guidelines on Facsimile Transmission Security**. The Update reviews the 1989 Guidelines to ensure they are still applicable in the context of currently available fax technology. The Update also discusses some new security-related developments in fax technology.

In a recent survey conducted by the Commissioner's Office, 84 per cent of government institutions that responded found the 1989 Guidelines to be quite useful as a reference document for designing new procedures; 38 per cent of larger government institutions (with 20 or more fax machines) indicated that the Guidelines had triggered them to review their security in other areas as well.

The original **Guidelines on Facsimile Transmission Security** recommended procedures and guidance on security issues related to the transmission of information by fax. It stressed that personal information and exempt records (as defined by the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*) should not be transmitted by fax, and that the location of the fax was critical. While these guidelines were primarily intended for use by provincial government offices, hundreds of requests were received from both Canadian and American organizations, in both the public and private sectors.

Security measures related to facsimile transmission are particularly important to the Commissioner's Office because inadequate procedures could easily compromise an individual's privacy when personal information is transmitted by facsimile. Under the *Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1987*, and the soon to be implemented *Municipal Freedom of Information and Protection of Privacy Act, 1989*, the Commissioner's Office must ensure that adequate measures are taken by government institutions to ensure the protection of privacy of individuals with respect to personal information under their control.

To obtain a free copy of the **Update on 1989 Guidelines on Facsimile Transmission Security**, available in English and French, please call Debi LaMantia at the Information and Privacy Commissioner at (416) 326-3333 or in Ontario 1-800-387-0073.

-30-

Reference: Sarah Jones
Telephone: (416) 326-3333
1-800-387-0073



80 Bloor Street West,
Suite 1700,
Toronto, Ontario
M5S 2V1

Fax: 416 965-2983
1-800-387-0073
Tel: 416 326-3333



TORONTO, le 6 juillet 1990 - Le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de l'Ontario rend aujourd'hui publique la **Mise à jour des directives de 1989 concernant la sécurité de la transmission par télécopieur**. Ce document examine les Directives de 1989 pour voir si elles tiennent compte des derniers progrès de la technologie de la transmission par télécopieur. Elle étudie aussi certains faits nouveaux en matière de sécurité survenus dans l'évolution de cette technologie.

Selon une enquête tenue récemment par le Bureau du commissaire, 84 pour 100 des institutions de la province trouvent que les directives de 1989 leur sont relativement utiles, à titre de document de référence, lors de l'élaboration de nouvelles méthodes de sécurité; 38 pour 100 des plus grandes institutions de la province (celles qui possèdent au moins 20 télécopieurs) indiquent que les directives les ont aussi incitées à examiner leurs méthodes de sécurité dans d'autres domaines.

Les premières **Directives concernant la sécurité de la transmission par télécopieur** recommandaient des méthodes et des lignes directrices relativement aux aspects reliés à la sécurité de la transmission de renseignements par télécopieur. Elles soulignaient l'importance de ne pas transmettre par télécopieur les renseignements personnels et les documents faisant l'objet d'exception (selon la définition qui en est donnée dans la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*) tout en rappelant que l'emplacement du télécopieur utilisé est tout aussi crucial. Bien que ces directives visent principalement les bureaux de l'Administration provinciale, des centaines d'organismes canadiens et américains, du secteur public et du secteur privé, nous en ont demandé des exemplaires.

Le Bureau du commissaire attache une importance particulière à la sécurité de la transmission par télécopieur puisque le recours à des méthodes inappropriées pourrait fort bien constituer une atteinte à la vie privée d'un particulier lorsque cette transmission porte sur des renseignements personnels. En vertu de la *Loi de 1987 sur l'accès à l'information et la protection de la vie privée*, ainsi que de la *Loi de 1989 sur l'accès à l'information municipale et la protection de la vie privée*, qui doit bientôt entrer en vigueur, le Bureau du commissaire a la responsabilité d'assurer que les institutions publiques prennent des mesures appropriées pour protéger la vie privée des particuliers en ce qui a trait aux renseignements personnels dont elles ont le contrôle.

On peut obtenir gratuitement un exemplaire en anglais ou en français de la **Mise à jour des directives de 1989 concernant la sécurité de la transmission par télécopieur** en s'adressant à M^{me} Debi LaMantia, au Bureau du commissaire à l'information et à la protection de la vie privée, en composant le (416) 326-3333 ou, en Ontario, le 1-800-387-0073.

- 30 -

Personne-ressource : Sarah Jones
Téléphone : (416) 326-3333
1-800-387-0073

